

STOP AUX SACRIFICES POUR LE MONDE DU TRAVAIL

LA CGT COVEA APPELLE TOUS LES SALARIÉS À FAIRE GRÈVE LES 10 ET 18 SEPTEMBRE

Budget Bayrou : une brutalité sans précédent

Après nous avoir pris deux années de vie avec la réforme des retraites, le gouvernement a annoncé, en plein été, un plan d'austérité d'une brutalité inédite, dont les victimes seront encore les salarié·e·s, les privé·e·s d'emploi, les jeunes et les retraité·e·s.

AU PROGRAMME, ENTRE AUTRES

- ✓ La suppression de 2 jours fériés pour que les salarié·e·s travaillent plus en gagnant moins ;
- ✓ la monétisation de la 5^{ème} semaine de congés payés pour inciter les salariés à régler eux-mêmes leur difficulté de pouvoir d'achat au détriment de leur santé ;
- ✓ l'attaque frontale de la sécurité sociale avec le doublement des franchises médicales, l'augmentation des jours de carences et la réduction de la prise en charge des affections longues durées ;
- ✓ la désindexation des pensions et la suppression de l'abattement fiscal de 10 % vont aboutir à une diminution conséquente du pouvoir d'achat des retraités et futurs retraités ;
- ✓ un affaiblissement généralisé des services publics ;
 - la réduction des effectifs par non remplacement des départs ;
 - le gel des salaires ;
 - la suppression d'agences et de programmes de l'État ;
 - le gel des budgets (à l'exception notable de celui de la défense).



À COUP DE DISCOURS ANXIOGÈNES, LE GOUVERNEMENT POURSUIT LA GUERRE DE CLASSE MENÉE DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL AVEC, POUR OBJECTIF, LA DESTRUCTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

Toutes ces mesures annoncées vont entraîner les salarié·e·s dans un cercle vicieux, y compris chez Covéa. **Travailler plus, gagner moins**, devoir renoncer à ses congés pour finir les fins de mois : autant d'ingrédients pour affecter la santé de toutes et tous.

Notre direction qui, avec son programme CARE, n'hésite pas à mener la chasse aux sorcières décrétée par le MEDEF aux malades, va encore faire des économies considérables sur le dos des salarié·e·s.

Enfin, les économies envisagées sur le budget de la sécurité sociale devront être compensées par une hausse des cotisations mutuelles et prévoyance qui se feront sentir sur nos bulletins de salaire et nos garanties.

Contrairement à la propagande gouvernementale, la sécurité sociale ne souffre pas d'un problème de dépenses, mais bien d'un effondrement des ressources dû aux exonérations massives de cotisations sociales (90 milliards d'euros en 2024 au profit du patronat).

Ne nous trompons pas, **la fameuse dette** a été créée depuis des années à coups de milliards d'euros d'aides publiques, d'exonérations de cotisations sociales et de crédits d'impôts au profit des actionnaires et des plus fortunés, sans résultats sur l'emploi ou le pouvoir d'achat, par ceux-la même qui nous imposent maintenant de payer la facture.

À l'argument du premier ministre selon lequel « *chaque seconde, la dette de la France augmente de 5 000 euros* », nous opposons le rapport de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques du 1^{er} juillet 2025 selon lequel, ce sont près de 6 700 euros d'argent public qui sont versés toutes les secondes aux entreprises sans contrôle, ni contrepartie pour un total de 211 milliards par an.

Il convient également de rappeler l'augmentation constante du budget consacré à la défense qui grève d'autant les ressources des services publics tout en bénéficiant aux seuls industriels de l'armement.

DE L'ARGENT, IL Y EN A.

Récupérons-le auprès de ceux qui, depuis tant d'années, profitent de « l'État providence » qu'ils aiment à dénoncer.

SUIVEZ-NOUS !



Le monde du travail doit faire bloc contre ces attaques brutales et revendiquer :

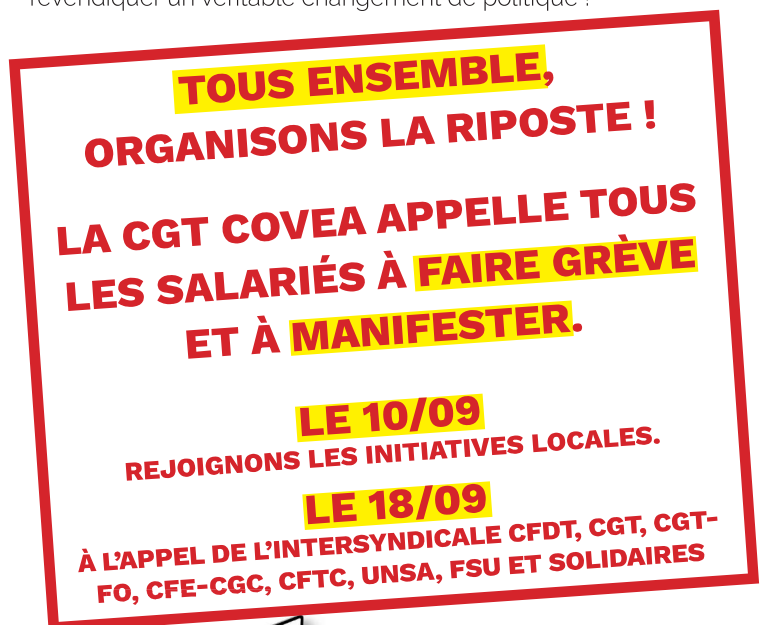
✓ AU PLAN NATIONAL :

- l'arrêt du plan Bayrou, et de tout plan d'austérité contre les travailleurs,
- la fin des exonérations de cotisations sociales,
- le contrôle des aides aux entreprises,
- l'abrogation de la retraite à 64 ans.

✓ CHEZ COVÉA :

- l'arrêt du programme CARE relatif à la répression des salariés malades,
- la prise en charge totale par l'employeur des futures augmentations de cotisations mutuelle et prévoyance sans baisse de garantie,
- des augmentations de salaires (et non des primes aléatoires) qui permettent de maintenir durablement le pouvoir d'achat des salarié·e·s de Covéa,
- l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes.

Ne soyons pas dupe de la manœuvre politique « vote de confiance » qui aura lieu le 8 septembre qui consiste à faire taire les actions populaires en cours. Mobilisons-nous pour revendiquer un véritable changement de politique !



En savoir plus sur la CGT COVEA :

CGTCOVEA.ORG

Prendre contact avec nous ou adhérer :

CGTCOVEA.ORG/CONTACT/

En savoir plus sur l'Ugict-CGT :

UGICTCGT.FR/QU-EST-CE/

la
cgt
COVEA



FLASH SYNDICAL

JE M'ABONNE

(c'est gratuit !)



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE.